

La Hongrie : une décentralisation sans le « marché socialiste » Hungary: decentralisation without the market socialism

André Joyal

Volume 52, Number 3, juillet–septembre 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/800682ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/800682ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Joyal, A. (1976). La Hongrie : une décentralisation sans le « marché socialiste ». *L'Actualité économique*, 52(3), 375–384. <https://doi.org/10.7202/800682ar>

Article abstract

Since there is a relatively large number of publications on the Hungarian economic reform—generally known as the New Economic Mechanism—the purpose of this paper is not so much to present the different aspects of the system as to show both the problems and results which one can identify seven years after its adoption. At the end of 1973, the State increased its control of the economy. We try to demonstrate that in so doing the national authorities did not mean to reopen the question of the "liberalization" of the economy, but above all wanted to make some readjustments in the economic policy in view of the effects of the world crisis on prices and wage policy. The difficulties Hungary has recently known have been attributed to market-socialism by orthodox socialists who are opposed to this policy. On the other hand some of the architects of the N.E.M. maintain that the present model does not fully correspond to market socialism. One must admit that indeed many elements of the economic problems (inflation, income inequalities, development of monopolistic power) that can be identified in Hungary are linked with the disadvantages of a decentralized socialist model. However, in spite of these problems the achievements of the Hungarian economy are worthy of mention. The economic authorities do not conceal their price at having exceeded the forecasts of the 1971-1976 five year Plan. Even if, as several writers maintain, the introduction of the market is not a panacea for all the flaws of socialism in general, Hungary through its past experience and present endeavours provides valuable information to all those interested in studying a synthesis of planning and the market.

LA HONGRIE : UNE DÉCENTRALISATION SANS LE « MARCHÉ SOCIALISTE »

Etant donné qu'il existe un nombre relativement important de publications sur la réforme économique hongroise — identifiée couramment par l'expression « nouveau mécanisme économique » (N.M.E.) — le but de cet article est moins de présenter les différentes facettes du système que de montrer à la fois les résultats et les problèmes pouvant être identifiés sept ans après son adoption. On sait que c'est le 1er janvier 1968 qu'était adoptée une réforme qui devait donner à la Hongrie les caractéristiques d'un système économique décentralisé. Faisant suite à des réformes diverses dont l'origine remonte à 1957, l'adoption du N.M.E. avait l'avantage de présenter un caractère global en touchant à l'ensemble des activités économiques. En rapprochant les centres de décision des centres d'exécution, en faisant du profit le principal indice d'efficacité et en prenant davantage en considération les besoins des consommateurs, les autorités hongroises mettaient ainsi en pratique des idées qui, en Tchécoslovaquie, à la même époque, avaient soulevé les remous politiques que l'on connaît. Or, voilà qu'à la fin de 1974, celui que l'on considère comme étant le « père » de la réforme économique, M. Reszo Nyers, est écarté du secrétariat du parti en même temps que quelques autres réformateurs importants. S'agit-il d'une remise en cause de la « libéralisation » de l'économie ou, si l'on préfère, de l'assouplissement des mécanismes de planification ? Ou est-on simplement en présence de changements administratifs dans le but de poursuivre le chemin parcouru ? Si l'on en juge d'après les témoignages des responsables économiques consultés, depuis la fin de 1973 on assiste effectivement à une certaine reprise en main par l'Etat de la direction de l'économie. Et la question que l'on se pose maintenant se rapporte au caractère permanent ou temporaire de cette recentralisation. En rapprochant les rajustements dans la politique économique avec la crise de l'économie mondiale qui n'a pas manqué d'affecter un pays aussi fortement dépendant à l'égard de l'étranger pour ses approvisionnements en matières premières, on obtient une première explication concernant les remaniements opérés. Ainsi, menacées par l'inflation importée, les

autorités hongroises ont dû modifier sensiblement leur politique de prix. Alors qu'au début de 1974, plus de 50% des prix des biens de consommation étaient déterminés librement suivant les mécanismes du marché, cette proportion tombait, 18 mois plus tard, à 33%, soit l'équivalent de ce qui existe en Pologne où le système, malgré des réformes, demeure toujours relativement centralisé. Si certains éléments favorables à la centralisation refusent d'admettre que la reprise en main par l'Etat de certaines prérogatives est reliée aux difficultés actuelles de l'économie mondiale, plusieurs y voient la seule justification et une fois le danger écarté, le N.M.E. retrouvera ses caractéristiques initiales. Pour y voir clair, il est opportun de se reporter aux difficultés de l'économie hongroise, suite à la flambée des prix des matières premières.

La crise des matières premières

Etant un pays relativement petit et très peu pourvu en matières premières, la Hongrie doit nécessairement compter sur ses échanges avec l'extérieur pour promouvoir son développement économique. C'est ainsi qu'avec une population représentant 0.3% de la population mondiale en 1974, sa part dans les échanges mondiaux s'élève à 0.8%. En exportant l'équivalent de 40% de sa production nationale, la Hongrie se situe, en valeur relative, parmi les plus grands exportateurs mondiaux. Ces exportations lui sont nécessaires autant pour permettre à son industrie de bénéficier de rendements d'échelle que pour lui procurer les ressources financières pour l'importation de ses matières premières qui représentent plus de 50% des quantités utilisées. On estime à 30% la proportion des produits importés requis pour des fins d'investissements, alors que la production et la consommation courante exigent respectivement 22 et 20% de produits importés. Ces chiffres sont suffisamment éloquentes pour comprendre les problèmes qu'a connus le pays avec l'avènement de la crise mondiale, puisque 30% de ses importations proviennent de pays non socialistes.

En 1974, la valeur des importations s'est accrue de 36.8%, faisant connaître un déficit commercial de 25 milliards de forints alors que le déficit prévu pour 1975 s'élevait à 20 milliards de forints¹. Les prix à l'exportation ne se sont pas élevés suffisamment pour éviter une sérieuse détérioration des termes de l'échange. Au problème de l'équilibre de la balance des paiements s'ajoute celui de l'inflation importée. Le taux d'augmentation de l'indice des prix, 3.5% pour 1975, n'est pas sans causer des inquiétudes puisqu'il exige des rajustements dans la politique des prix, de la répartition des revenus et des mesures d'aide aux entreprises. C'est par la voie des subsides que ces dernières ont pu compenser l'augmentation des prix des biens de production importés. En 1973 et

1. Soit l'équivalent de 5% du P.N.B.

1974 le taux d'inflation a été ainsi compensé dans des proportions de 30% et 70% respectivement². Les problèmes causés par l'inflation ne sont pas particuliers à la Hongrie puisqu'en Pologne on considère les rajustements nécessaires dans les prix et les salaires comme étant actuellement une des principales préoccupations.

Pour ce qui concerne les approvisionnements en ressources énergétiques, ils font l'objet d'une sérieuse modification dans le cadre de la planification à long terme, car si, jusqu'à présent, les fournitures régulières des pays du COMECON ont permis de maintenir la production industrielle à son rythme habituel, des conséquences fâcheuses pourraient survenir à moyen et à long terme. En effet, les responsables de la planification avaient prévu d'augmenter les approvisionnements en hydrocarbure venant de l'Ouest d'une façon telle que leur proportion dans la consommation totale de l'énergie devait passer de 10 à 30% d'ici la fin de la décennie, et il devait en être de même pour d'autres matières premières. En conséquence, c'est toute la politique énergétique qui est remise en cause. Le charbon retrouvera la place qu'il devait laisser au pétrole alors que l'on intensifiera les recherches dans le domaine de la prospection du gaz naturel et de l'énergie atomique.

A ces difficultés du côté des importations s'ajoutent celles qui se présentent du côté des exportations destinées à l'Ouest. La décision des autorités du Marché Commun de mettre soudainement fin aux importations de viandes bovines a été un autre coup difficile pour l'économie hongroise. Ici, on fait remarquer qu'environ la moitié des expéditions vers l'Europe des Neuf souffre de différentes mesures discriminatoires. Même si son pouvoir de négociation n'est pas très fort, la Hongrie espère, lors des prochaines confrontations du G.A.T.T., faire lever certaines barrières douanières qui affectent 15% des exportations.

Maintenant, suite à la prise de conscience de ces difficultés, la question à laquelle on se rapporte est celle qui consiste à se demander si ces problèmes auraient pu être évités en présence d'un système de gestion moins libéral. C'est-à-dire, faut-il faire du N.M.E. le bouc émissaire des difficultés actuelles ou faut-il voir ici seulement quelques incidents de parcours ?

Le N.M.E. en 1975

Tel qu'il se présente aujourd'hui, le système économique hongrois conserve les principales caractéristiques d'un modèle du socialisme décentralisé. L'entreprise demeure toujours la clé de voûte du système et les responsabilités reposant sur les épaules du directeur ne sont pas, en principe, moins grandes qu'en 1968 même si, dans la conjoncture ac-

2. Pour l'année 1974, 7% des ressources budgétaires ont dû être ainsi utilisées aux dépens de projets qui ont dû être reportés.

tuelle, plusieurs directeurs d'entreprises préfèrent s'en remettre aux directives venant d'un échelon supérieur plutôt que de risquer de prendre des décisions inopportunes. Bien sûr, en vue de surmonter les problèmes que l'on connaît, les autorités hongroises ont imposé certaines directives concernant les investissements jugés prioritaires mais, dans l'ensemble, la planification économique conserve toujours son caractère indicatif. L'orientation de l'économie se poursuit à l'aide de moyens indirects financiers ou monétaires. Les entreprises ont conservé leur mandat de chercher à profiter au mieux du commerce extérieur³, de prendre en compte des besoins du marché en ne craignant pas de produire des biens nouveaux, de favoriser l'innovation technique et, bien sûr, d'augmenter leurs profits lesquels demeurent (en principe) la condition d'existence des entreprises. Ceci étant, est-il justifié d'accoler l'étiquette d'économie socialiste de marché à ce système, comme le fait G. Grosman⁴ dans son intéressante présentation du modèle hongrois ?

L'expression *market socialism* est fréquemment utilisée pour décrire une économie socialiste où la décentralisation est associée à l'introduction, dans une certaine mesure, des mécanismes du marché. Le modèle Lange-Lerner sert de référence pour décrire un tel système où la planification a perdu sa forme impérative. Le nom de Włodzimierz Brus est également cité compte tenu du plaidoyer favorable qu'il fait pour un système où l'Etat n'aurait à intervenir que pour ce qui regarde les grandeurs macroéconomiques⁵. Or, deux des architectes de la réforme économique de 1968, MM. Bela Csikos-Nagy et Josef Bognar soutiennent que le présent modèle qu'offre la Hongrie ne correspond pas à une économie socialiste de marché. Peut-être que ces deux économistes réputés veulent ici faire une distinction avec le système économique yougoslave en précisant que malgré la décentralisation, l'Etat, par l'intermédiaire du plan, conserve la main haute sur la direction de l'économie. D'ailleurs, si l'on considère la concurrence entre les unités de production comme étant une dimension importante d'une économie socialiste de marché, il faut bien reconnaître qu'en Hongrie elle est très limitée. En effet, une cinquantaine d'entreprises déterminent l'essentiel de la production industrielle. Cette forte concentration est signalée par B. Balassa quand il mentionne que pour plusieurs secteurs on ne trouve qu'une seule entreprise⁶. Ainsi, si la concurrence fait l'objet d'un important débat et que beaucoup d'économistes se prononcent en sa faveur à

3. Sous la condition que les exportations n'entravent pas les besoins intérieurs. C'est ainsi que les exportations de coke vers l'Autriche ont été limitées.

4. Grosman, G., *Economic Systems*, 2e édition, Prentice-Hall, 1974.

5. Brus, W., *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspero, Paris, 1968.

6. Balassa, B., « The Firm in the New Economic Mechanism in Hungary », in M. Bornstein, *Plan and Market*, Yale University Press, New Haven, 1973.

l'aide de représentations théoriques, il existe un large fossé entre la théorie et la réalité. Comme exemples de produits soumis à la concurrence, on peut citer les détergents et les différentes marques de café. Dans le cas du premier produit, on considère que la concurrence a favorisé l'augmentation de la qualité. Il existe également une forme de concurrence entre les entreprises de textile. Cette concurrence s'exerce un peu de façon similaire à ce qui existe en Occident où c'est moins par la baisse des prix que par des différences de qualité et des efforts de marketing qu'elle se présente. Bien sûr, il faut mentionner la concurrence provenant des produits importés servant de stimulants aux entreprises nationales.

Un autre élément important associé à la décentralisation d'une économie est celui qui se rapporte aux préférences des consommateurs. F. Roosevelt définit le socialisme de marché... « *as a planned economic system based on social ownership of the means of production — hence without capital or real estate markets in the ordinary sense — but in which there are free markets for labor and consumer goods* »⁷. En s'en tenant uniquement à cette définition, on conclurait sans hésitation qu'elle caractérise le système économique qui prévaut en Hongrie. Cependant, Roosevelt poursuit en précisant : « *The essential feature of a socialist market economy is that it is designed to serve the consumer.* » Il s'agirait donc, pour la Hongrie, de considérer jusqu'à quel point le sacro-saint principe de la souveraineté du consommateur est respecté. Si les entreprises de biens de consommation sont invitées à produire en prenant en considération les besoins exprimés par la demande, l'Etat demeure toujours en possession de son pouvoir d'influencer la production dans son ensemble. En vertu du comportement irrationnel des consommateurs, les autorités économiques préfèrent ne pas toujours tenir compte de leurs desiderata. Il existe actuellement une forte demande d'automobiles qui, en recourant aux importations, pourrait être facilement satisfaite. Or, ce faisant, une partie importante des devises serait ainsi utilisée aux dépens de projets considérés prioritaires⁸. On croit que c'est en informant les consommateurs sur les besoins sociaux qu'ils accepteront que certaines préférences individuelles soient reléguées au second plan. Donc, on limite la mise en pratique du principe de la souveraineté du consommateur afin de ne pas privilégier les intérêts de court terme aux dépens des avantages qui se présentent dans le long terme. Par le fait même on ne retrouverait pas effectivement le cadre d'une économie de marché socialiste.

Enfin, la faible proportion des prix librement déterminés par les forces du marché est un autre argument pouvant être évoqué pour ne

7. Roosevelt, F., « Market Socialism, a Human Economy ? », *Journal of Economic Literature*, vol. 9, no 1, 1971.

8. Comme la construction de logements ; uniquement pour Budapest, 100,000 ménages en font la demande.

pas considérer l'économie hongroise comme étant une économie de marché socialiste⁹.

Un élément qui soulève actuellement beaucoup de controverses concerne la politique de redistribution des revenus. Conformément aux exigences d'un modèle de socialisme décentralisé, les revenus des travailleurs sont reliés aux résultats de l'entreprise. Cependant, dans certains cas, les travailleurs se plaignent que les cadres supérieurs obtiennent sous forme de primes une part trop importante des revenus. C'est au niveau de l'entreprise que sont décidées, en collaboration avec les syndicats, les normes de répartition des revenus en supplément des salaires, lesquels sont déterminés par des décrets ministériels. Or, comme il arrive parfois que les leaders syndicaux soient nommés à des postes de responsabilité au sein de l'entreprise, on devine que la représentation des travailleurs se trouve par le fait même affaiblie. Néanmoins, même s'il ne faut pas toujours imputer au manager la responsabilité d'une mauvaise performance de l'entreprise — à cause de l'intervention possible des autorités économiques — il semblerait que sa position soit très inconfortable s'il n'est pas en mesure d'offrir en primes l'équivalent de 2 à 3 semaines de salaire. Dans l'ensemble, les primes peuvent représenter l'équivalent de 10 à 40% du salaire de base.

Si les entreprises ont beaucoup de latitude pour définir les normes permettant d'attribuer les primes aux travailleurs en surplus de leur salaire de base, l'Etat conserve cependant un contrôle assez étroit sur leurs revenus. Les profits des entreprises sont partagés en 3 fonds : une première tranche de 10% va vers un fonds de réserve, alors que le restant est partagé entre le fonds de répartition et le fonds destiné aux dépenses courantes et aux investissements. Ces deux derniers fonds sont sujets à une taxation qui peut varier entre 40 à 70% pour le fonds de répartition alors qu'elle est de 60% pour le fonds d'investissements. En vertu d'une politique égalitaire des revenus, les entreprises les plus rentables subissent une imposition beaucoup plus élevée que les entreprises moins efficaces. Est-il nécessaire de préciser que ce système est actuellement fortement critiqué, étant donné que l'efficacité se trouve ainsi pénalisée au risque de compromettre la motivation à poursuivre les efforts vers une plus grande rentabilité. Selon certains, cette politique de redistribution des revenus serait un reliquat du système existant auparavant, alors que d'autres y voient une mesure ayant pour but d'éviter que les salaires s'élèvent trop rapidement, ce qui aurait pour effet d'exercer une pression sur la demande susceptible d'engendrer un processus inflationniste pouvant risquer de compromettre l'ensemble de la

9. A moins que, comme le croient certains, les produits dont les prix sont passés parmi l'une des 3 autres catégories de prix retrouvent leur situation antérieure suite à l'amélioration des conditions économiques.

réforme. Il est évident que l'inflation constitue un problème préoccupant pour les autorités hongroises, mais il faudrait que l'on trouve d'autres moyens pour contrôler les prix afin de ne pas retrouver l'indolence qui caractérise les unités de production où les stimulants économiques ne sont pas suffisants.

Reste à signaler le point important que représentent les décisions d'investissements. Depuis 1968, la proportion des investissements décidés au niveau des entreprises et des coopératives n'a cessé d'augmenter pour atteindre 55.3% en 1974. Cette proportion peut paraître insuffisante pour qualifier le système hongrois d'économie à gestion décentralisée¹⁰. Or, il faut tenir compte que les investissements dont la responsabilité incombe à l'Etat sont concentrés dans certains secteurs de base comme les mines, l'énergie, l'éducation et les équipements sociaux. Environ les $\frac{3}{4}$ des investissements industriels ont été décidés par les entreprises à même leur fonds d'investissement et à l'aide de prêts bancaires. Il faut reconnaître, toutefois, que ces derniers sont accordés suivant les priorités établies par le plan. Les autorités économiques se conservent ainsi un droit de regard par l'intermédiaire de ce moyen de contrôle indirect. Mais en général l'intervention de l'Etat est fonction de l'importance des investissements.

Pour terminer ce tableau sur une note favorable, on n'a qu'à se reporter aux statistiques officielles pour constater qu'en dépit des avatars causés par la situation de l'économie mondiale, selon les uns, ou par un excès de décentralisation, selon les autres, l'économie hongroise affiche des performances qui méritent d'être mentionnées. En augmentant le produit national de 27% et en favorisant une augmentation similaire de la consommation privée, les autorités économiques ne cachent pas leur fierté d'avoir ainsi dépassé les prévisions du plan quinquennal 1971-75. Ainsi, en 1974, le revenu national per capita était évalué à \$1,600, ce qui classe la Hongrie au 25e rang dans l'échelle internationale. Par rapport à 1973, les salaires réels ont augmenté d'environ 4%. Pour la présente année (1976), étant donné que l'on prévoit une augmentation des prix à la consommation de 4.5%, l'accroissement des salaires réels sera toutefois inférieur aux années précédentes en étant limité à 1.5%. L'accent sur la production de biens de consommation courante sera maintenu dans le cadre du cinquième plan quinquennal (1976-1980).

A vrai dire, lorsque l'on arrive en Hongrie, à la suite d'un séjour dans d'autres pays « frères », nul n'est besoin d'un annuaire statistique pour constater les résultats de la politique économique mise en œuvre. Que ce soit l'absence de file d'attente devant les magasins d'alimen-

10. Ce semble être l'opinion du professeur Marie Lavigne, cf. *Monde Diplomatique*, août 1975.

tation (contrastant avec la situation qui prévaut à Varsovie), la variété des produits disponibles dans les différents magasins ou encore l'importance du nombre de résidences secondaires, ces quelques « indicateurs » témoignent d'un certain niveau de prospérité. Ces performances de l'économie hongroise ne mettent cependant pas les autorités à l'abri de toute critique. Un débat d'ensemble sur l'orientation de l'économie est engagé, qui pourrait être de nature à modifier de façon sensible l'aspect du N.M.E.

Le double aspect de la critique

En premier lieu, la critique exprimée à l'encontre du N.M.E. est évidemment celle qui est généralement formulée à l'égard de l'économie socialiste de marché. Comme elle est bien connue, nous n'en ferons qu'une brève présentation. Les opposants à la décentralisation soutiennent qu'il n'y a pas de correspondance entre les intérêts des entreprises et ceux de la collectivité. Une trop grande autonomie des unités de production aurait pour effet de les inciter à ne tenir compte que de leurs avantages, parfois au détriment du bien-être collectif, comme en économie capitaliste. D'ailleurs, comme le fait remarquer un des opposants à ce système, A. Eremin, « *It is worth noting that this 'new model' is not so very new. Its roots can be clearly seen in the petty-bourgeois interpretations of socialism of the type expounded by Proudhon which Marx criticized* »¹¹. Ainsi, la concurrence, au lieu de favoriser une meilleure allocation des ressources, aurait plutôt l'effet de créer des inégalités, étant donné les avantages dont sauraient tirer profit certains agents économiques. Il faut mentionner également le danger d'inflation résultant d'une trop grande liberté dans le système des prix ou, comme c'est le cas pour la Hongrie, d'un trop grand libéralisme à l'égard du marché extérieur. A ceci s'ajoute le problème de la disparité des revenus, les travailleurs dans les entreprises les plus rentables étant évidemment sujets à obtenir des revenus plus élevés. A moins de recourir à un système de répartition au moyen d'une politique fiscale qui, en Hongrie, comme il a été mentionné, n'est pas sans soulever d'autres problèmes. Ensuite, puisque la rentabilité est sensée être la seule garantie de l'existence des entreprises, la fermeture d'entreprises non rentables ne peut se faire sans l'apparition d'un certain taux de chômage. En Hongrie, où comme on l'a vu, on n'appliquerait pas toutes les caractéristiques d'une économie socialiste de marché, certaines entreprises déficientes sont maintenues en place soit à cause de pressions politiques ou en vertu de la crainte de mettre à pied des travailleurs en l'absence de solution de rechange. D'ailleurs, tous les licenciements collectifs sont

11. Eremin, A., « On the Concept of Market Socialism », *Problems of Economics*, vol. 13, no 14, 1970, pp. 3-20.

sujets à approbation ministérielle. Pour résumer, l'essentiel de la critique tourne autour de la question de la coexistence du plan et du marché. On s'interroge jusqu'à quel point ce dernier peut être utilisé sans compromettre l'orientation générale de l'économie.

D'autre part, ce qui peut être plus intéressant dans le cadre de cet article, c'est la critique « interne » faite à l'application de N.M.E., c'est-à-dire la critique émanant d'économistes hongrois ayant participé à l'élaboration de la réforme et qui reprochent aux autorités économiques d'avoir introduit certaines déviations dans son application. Certains vont jusqu'à mentionner que les problèmes actuels s'expliquent par le fait que le N.M.E. n'a été appliqué que partiellement, alors que d'autres reprochent au gouvernement de ne pas avoir prévu les ajustements nécessaires, au début des années 1970, pour faire face à des modifications de la conjoncture internationale.

Une des recommandations formulées pour contrer l'inflation est la réévaluation du forint. Tout en améliorant les termes de l'échange, cette mesure aurait pour effet de limiter l'exportation de certains produits, comme l'aluminium, dont la demande intérieure demeure insatisfaite. Parmi les autres propositions, plusieurs se rapportent à la gestion de l'entreprise. Ainsi, on estime nécessaire de reconsidérer le rôle du profit. En répartissant le profit entre le fonds de redistribution et celui destiné au développement de l'entreprise, on craint d'être en présence d'une situation vécue en Tchécoslovaquie où le premier fonds avait tendance à être favorisé aux dépens du second. Une évolution en ce sens est actuellement décelée sans que l'on sache si c'est un phénomène localisé ou généralisé.

Egalement, il est à remarquer qu'il existe une forte concurrence entre les entreprises pour l'obtention de main-d'œuvre qualifiée. En reconnaissant le bien-fondé d'une attitude souple à l'égard de la mobilité des travailleurs, on déplore les problèmes causés à certaines entreprises par le départ d'un nombre sensible de travailleurs suite à une surchauffe du marché du travail. Pour pallier ces difficultés, un système flexible de contrôle est suggéré par le biais de la fiscalité et par la coopération entre les entreprises par l'intermédiaire des syndicats. Enfin, on déplore le fait qu'un trop grand nombre d'entreprises dépendent des subsides pour financer leurs opérations en vertu des vices d'un système de taxation qui a pour effet de recevoir d'une main pour donner de l'autre. Il semble qu'un nombre important de directeurs d'entreprises n'aient jamais vraiment assumé leurs responsabilités et qu'en période d'incertitude comme celle qui prévaut actuellement, ils préfèrent en référer au gouvernement plutôt que d'agir de façon autonome. Alors qu'avec l'instauration du N.M.E. les directeurs d'entreprises ont été invités à prendre des risques afin de faire fructifier au mieux leur

capital, trop souvent une attitude défensive — vestige de l'ancien système — continue de prévaloir. De cette façon, la recherche du profit maximum fait place à celle qui consiste à éviter une situation déficitaire. En conséquence, il ne s'agit pas uniquement de modifier le mode d'intervention de l'Etat mais également l'attitude du directeur d'entreprise comme le souhaitait Reszo Nyers. La situation que connaît actuellement la Hongrie, malgré les performances signalées, nous amène à reconsidérer ce qu'a écrit le professeur H. Flakierski : « *It is premature to judge what has been accomplished in Hungary by the reform in terms of the improvement of efficiency but one thing is already clear from their experience, that the social cost of the reform has not been too high. In spite of releasing direct central control over wages and output allocations and allowing the market forces to operate the economy, Hungary has avoided inflation, unemployment and a substantial change in the equity of income distribution* »¹². Cependant, si on se reporte à tout le chemin parcouru depuis ces dernières années, nous serions tentés de conclure, avec le professeur Flakierski, que la réforme économique a donné, somme toute, des résultats heureux.

Cependant, si des économistes comme B. Csikos-Nagy et J. Bognar soutiennent qu'aucun des principes fondamentaux de la réforme de 1968 ne sont mis en cause et que l'on se trouve actuellement uniquement en présence de rajustements provisoires, certains jeunes économistes voient les choses autrement. En mettant en doute ce qui semblait être une vérité établie au début des années soixante, à savoir que la décentralisation était inévitable, que c'était la seule issue possible, ils cherchent une voie mitoyenne entre les modèles centralisés et décentralisés. Sûrement, un peu comme le fait remarquer A. Bergson¹³, que le socialisme de marché n'est pas la panacée de tous les maux du socialisme en général et que les expériences tentées ont dû dissiper quelques illusions. Nous sommes cependant d'accord avec M. Dobb lorsqu'il écrit que s'il faut éviter de faire entrer le cheval de Troie du marché capitaliste dans la citadelle socialiste, il faut, dans les années à venir, trouver le moyen de réaliser une synthèse entre le plan et le marché¹⁴. La Hongrie, par l'expérience vécue et par les tentatives à venir, saura sûrement fournir de précieux enseignements pour tous ceux que cette recherche intéresse.

André JOYAL,

Université du Québec à Trois-Rivières

12. Flakierski, H., *The Economic Reforms in Eastern European Countries*, texte photocopié. York University, Toronto, 1973.

13. Bergson, A., « Market Socialism Revisited », *Journal of Political Economy*, vol. 75, no 5, oct. 1967, pp. 655-673.

14. Dobb, M., *Economie du bien-être et économie socialiste*, Calman-Levy, Paris, 1972, ch. 9.